

Brexit: le général de Gaulle avait raison».

La chronique de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

06 février 2019 à 12h45

« Le général de Gaulle s'oppose à la seconde demande d'adhésion, en 1967, avec des propos qui ont une étrange résonance aujourd'hui : "L'Angleterre a dans tout son travail des habitudes et des traditions très marquées, très originales. Bref la nature, la structure propres à l'Angleterre diffèrent profondément de celle des continentaux »



La Première ministre britannique, Theresa May, après avoir négocié longuement et péniblement avec l'Union européenne la sortie de son pays, déclarait le 11 décembre 2018 que l'accord intervenu était « le meilleur et même le seul ». Pourtant le 29 janvier, devant le refus du Parlement de soutenir sa négociation, elle faisait adopter un amendement lui donnant mandat afin d'obtenir un « dispositif alternatif », mais non défini, sur le projet de « filet de sécurité » de la frontière irlandaise.

Cette volte-face soudaine et cynique se heurte à un refus légitime de renégocier par les Européens. Theresa May affirme néanmoins qu'elle est déterminée à assurer la sortie de son pays de l'Union européenne le 29 mars 2019 et avec un accord dit-elle ! C'est donc une épreuve de

force que la Grande Bretagne engage contre l'Union européenne. Mais l'Europe n'est pas la variable d'ajustement des errements de la politique anglaise.

Il n'y a pas aux Communes de majorité pour renverser le gouvernement mais pas non plus pour ratifier l'accord intervenu. La comédie politique qui se joue en Angleterre a de quoi laisser pantois un public français pourtant habitué à des exploits nationaux en cette matière. C'est ainsi qu'on a vu Boris Johnson, chef de file des Brexiters, et véritable vainqueur du référendum, refuser le poste de Premier ministre. Et James Dyson, milliardaire, financier de la campagne du Brexit et tonitruant critique de l'Europe, décider finalement d'installer ses usines d'aspirateurs à Singapour !

Excentricité britannique. Mais ce serait une erreur de penser qu'il ne s'agit dans tout cela qu'une des formes de la traditionnelle excentricité britannique. Les Brexiters souhaitent donner l'exemple et détruire la construction européenne : Nigel Farage, un de leurs leaders, n'hésitait pas à déclarer au lendemain du référendum « le Brexit est le début de la fin pour l'Union européenne. »

Quant à David Cameron, l'ancien Premier ministre, qui a lancé le référendum sur la sortie du Royaume-Uni, il justifiait son initiative par la nécessité de faire pression sur l'Union européenne pour obtenir des dérogations par rapport au Traité de Rome de 1957. Il militait pour un traité de libre-échange très favorable aux Etats-Unis. Ainsi, 60 ans après, le gouvernement n'acceptait toujours pas un traité de Rome qu'il n'avait cessé de combattre.

Margaret Thatcher, malgré des sentiments assez favorables à l'Europe, faisait ses campagnes sur le thème « I want my money back » dès 1979, ce qui n'est pas très solidaire. L'Angleterre a obtenu de ne pas adopter l'euro du traité de Maastricht en 1992 et, comble d'habileté, elle a pu localiser à la City de Londres le traitement financier de la plus large part du marché de l'euro.

En Europe, la politique constante de la Grande-Bretagne a été de militer en faveur de l'élargissement, tout en luttant contre l'approfondissement. Elle réalisait ainsi son projet de zone de libre-échange à l'opposé d'une politique d'Europe-puissance

En Europe, la politique constante de la Grande-Bretagne a été de militer en faveur de l'élargissement, tout en luttant contre l'approfondissement. Elle réalisait ainsi son projet de zone de libre-échange à l'opposé d'une politique d'Europe-puissance. Elle fut, jusqu'à l'absurde, le pays qui s'efforçait de faire adhérer la Turquie, afin de provoquer la dilution de l'Europe dans une extension dénuée de perspective politique. Après avoir réclamé la libre circulation des Turcs, elle s'oppose aujourd'hui à celle des Européens chez elle !

Aujourd'hui même, elle demeure arc-boutée sur des positions coloniales dans des pays européens comme l'Espagne (Gibraltar) ou Chypre (Akrotiri et Dhekélia). **La question irlandaise n'est si aiguë** que parce qu'elle est l'héritage d'un fait colonial fondé sur un crime contre l'humanité dont le souvenir ne s'oublie pas comme le remarquait Tocqueville. Si un référendum est opportun, c'est celui de la réunification irlandaise à laquelle il faudra venir tôt ou tard.

En 1957, le Royaume-Uni avait refusé d'entrer dans la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom. Il lance, en 1960, un contre-projet avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), mais c'est un échec complet. On ne peut s'empêcher de penser que la première demande d'adhésion qui intervient dès l'année suivante n'est que la continuation de la même politique. Ce qu'a bien compris le général de Gaulle qui s'oppose encore à la seconde demande d'adhésion, en 1967, avec des propos qui ont une étrange résonance aujourd'hui : « L'Angleterre a dans tout son travail des habitudes et des traditions très marquées, très originales. Bref la nature, la structure qui sont propres à l'Angleterre diffèrent profondément de celle des continentaux ».

Les effets du Brexit ont déjà commencé à se faire sentir au plan économique mais aussi en termes d'influence dans le monde pour l'Angleterre ; c'est pourquoi les illusions finiront par se dissiper. Le « no deal », de plus en plus probable, conduira à approfondir les relations bilatérales et l'épreuve subie par l'Union européenne peut et doit la renforcer

Concurrence commerciale. En fait, le général de Gaulle craignait la relation privilégiée avec les Etats-Unis qui eux-mêmes ne sont pas

favorables à la création de l'Union européenne pour des raisons de concurrence commerciale. Les déclarations du président Trump, dénonçant l'accord de sortie passé entre Michel Barnier et Theresa May au nom des relations commerciales entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sont une illustration de cette crainte et il n'est pas exclu que cela ait pesé dans le rejet de l'accord par la Chambre des Communes.

Les effets du Brexit ont déjà commencé à se faire sentir au plan économique mais aussi en termes d'influence dans le monde pour l'Angleterre ; c'est pourquoi les illusions finiront par se dissiper. Le « no deal », de plus en plus probable, conduira à approfondir les relations bilatérales et l'épreuve subie par l'Union européenne peut et doit la renforcer.

L'Angleterre est une grande nation dont le peuple a montré un grand courage au cours de l'histoire, en particulier pendant la Deuxième Guerre mondiale. Sa politique fut très souvent d'une grande habileté, avec pour principe premier d'empêcher l'émergence d'une puissance sur le continent européen. C'est le seul pays européen qui n'a jamais connu une occupation étrangère et c'est sans doute ce qui fait une différence de mentalité et contribue à façonner un fort orgueil national.

Mais les temps ont changé et l'Europe n'est plus le centre du monde. Elle peut être submergée par le flot montant de la mondialisation. Elle peut voir détruit un modèle de civilisation, qui est le plus avancé et que l'Angleterre a largement contribué à établir. C'est pourquoi sa place est malgré tout en Europe, elle y reviendra un jour.

- **Brexit**
- **Charles de Gaulle**